



Le Ministre

الوزير

**Discours de Monsieur le Ministre
à l'occasion de la
Cérémonie de signature des conventions de financement
par l'Union européenne des Programmes:**

- 1) Hakama ; 2) Emploi-PME au Maroc;
3) Alphabétisation et 4) Appui au Conseil agricole.

- Jeudi 5 décembre 2013 à 9H30 -

**Monsieur l'Ambassadeur,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à tous, à mes chers collègues, et en particulier à Monsieur l'Ambassadeur et Chef de la Délégation de l'Union européenne à Rabat, et vous remercier pour votre présence à cette cérémonie de signature des conventions de financement par l'Union européenne des Programmes « Modernisation de l'action publique - Hakama », « Emploi-PME au Maroc », « Alphabétisation » et « Appui au Conseil agricole ».

Permettez-moi de souligner que les conventions de financement de ces quatre programmes portent sur un montant global de 166 millions d'euros, soit environ 1,827 milliard de Dirhams, ce qui confirme la densité des liens de coopération entre notre pays et l'Union européenne.

Je voudrais également mettre en exergue l'importance de ces programmes qui s'inscrivent dans une vision intégrée regroupant plusieurs domaines, allant de la Gouvernance de la chose publique, en passant par le renforcement de la création d'emploi et l'augmentation de la qualité de l'offre de travail, jusqu'à la promotion des capacités de la population démunie dans différents segments, à travers notamment, une alphabétisation adéquate et un conseil agricole approprié dédié aux petits paysans.

C'est ainsi qu'à travers ces programmes, le Royaume du Maroc agit, avec l'appui de l'Union européenne, sur quatre leviers essentiels en matière de développement, à savoir :

1. La réforme de l'administration publique à travers la refonte de notre constitution financière visant la consécration des principes de transparence, de performance et de redevabilité. Cette refonte constitue le noyau du programme «Hakama», financé par l'Union Européenne à hauteur de 75 M€, qui vise également l'accroissement de la transparence, l'équité et l'efficacité du système fiscal. Ce programme, toutefois, ne se limite pas à réviser le texte de cette loi organique, mais s'attache à promouvoir un service public de qualité et une administration de proximité.
2. La création d'emploi et l'adéquation de la demande avec l'offre d'emploi, financé par l'Union européenne à hauteur de 40 M€, en vue d'améliorer les conditions de vie de la population à travers (1) le renforcement de la création d'emploi des très petites et moyennes entreprises-TPME et (2) l'augmentation de la qualité de l'offre de travail. Ce programme entend également contribuer au renforcement des capacités des institutions chargées des politiques sectorielles en faveur de l'emploi et les TPME, à savoir le Ministère des Affaires générales et de la gouvernance, de l'Emploi, de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et le CRI de Rabat.
3. Le renforcement des capacités des populations démunies à travers l'appui à la stratégie nationale d'alphabétisation. Le soutien financier apporté par l'Union Européenne à ce programme d'un montant de 35 M€ vise à capitaliser sur les acquis de la première phase et réaliser une réduction du taux d'analphabétisme à environ 20% à l'horizon 2016 et à 15% à l'horizon 2020.
4. Le développement de l'agriculture solidaire. A ce titre, l'appui au «Conseil agricole» d'un montant de 16 M€ permettra de contribuer à promouvoir un dispositif local de conseil agricole qui répond aux besoins des petits agriculteurs en matière de professionnalisation des processus de production et de commercialisation.

Dans ce cadre, je voudrais rappeler que les programmes « Emploi-PME au Maroc », « Alphabétisation » et « Appui au Conseil agricole » sont inscrits dans le cadre du programme « Aide au partenariat, aux réformes et à la croissance inclusive (SPRING), nouvel instrument mis en place par la Commission européenne en faveur de la région méditerranéenne en vue de répondre aux défis urgents auxquels les pays partenaires du sud de la Méditerranée sont confrontés sur le plan socio-économique et à les soutenir dans cette phase de transition.

Monsieur l'Ambassadeur,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de souligner qu'avec le soutien de l'Union européenne, le Maroc a pu aborder avec sérénité des réformes sociétales complexes, en ligne avec les Hautes Orientations Royales. Le Programme parité homme-femme et la convergence réussie des politiques publiques autour des programmes INDH, Désenclavement du monde rural, Réussir le Statut Avancé, en sont la parfaite illustration.

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'engagement en totalité (580 M€) de l'enveloppe du Programme Indicatif National 2011-2013, ce qui témoigne de la grande capacité d'absorption du Royaume du Maroc et de la bonne performance dans la mise en œuvre des programmes de coopération.

A cet égard, je voudrais exprimer le souhait de l'activation de l'adoption du Cadre financier pluriannuel 2014-2017 et d'une augmentation significative de l'enveloppe financière destinée à notre pays qui soit au niveau des enjeux et des ambitions du Maroc qui s'inscrivent notamment dans le cadre du plan d'action 2013-2017 de mise en œuvre du Statut avancé qui sera adopté lors du Conseil d'association prévu le 16 décembre 2013.

Pour finir, je voudrais remercier Monsieur Rupert JOY, et rendre hommage aux équipes de l'Union européenne à Rabat et à Bruxelles pour leur collaboration à toutes les étapes de préparation desdits programmes.

Je voudrais remercier, également, les équipes des différents départements ministériels concernés pour leur mobilisation constante et les efforts qu'ils ont déployés tout au long du processus rigoureux et planifié de préparation, permettant ainsi d'aboutir à des programmes s'intégrant pleinement dans le cadre des priorités de développement économique et social du Maroc et des objectifs de la politique de coopération et de rapprochement avec l'Union européenne.

Enfin, je souhaite plein succès à tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ces programmes et je les invite à maintenir leur mobilisation en matière d'exécution et de suivi pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés.